

**AP N° 2026-MD-44-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**à l'encontre de la société SOCCRAM de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux canalisations de transport et distribution d'énergie thermique, pour les canalisations d'eau surchauffée exploitées sur le territoire de la commune de Reims (51100) et confiées dans le cadre d'une délégation de service public.**

**Le Préfet de la Marne**

**VU** le Code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre Ier du titre VII de son livre Ier, relatif aux mesures et sanctions administratives, articles L.171-6 et suivants ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre IV du titre V de son livre V, relatif à la sécurité des canalisations de transport et de distribution à risques, articles L.554-5 et suivants et, R.554-40 et suivants ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 août 2013 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée ;

**VU** le guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 août 2013 susvisé intitulé « Canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée - SNCU/FEDENE » - édition d'août 2013 ;

**VU** le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, du 12 janvier 2026, faisant suite à la visite du 7 juillet 2025 sur le site exploité au titre de la réglementation des installations classées (ICPE) par la société SOCCRAM, 7 impasse de la Chaufferie à Reims (51100), relatif aux canalisations de transport et de distribution d'énergie thermique exploitées dans le cadre d'une délégation de service public pour le compte de la Communauté urbaine du Grand Reims ;

**VU** le courrier de la Communauté urbaine du Grand Reims en date du 28 octobre 2025 qui apporte les éléments montrant que la société SOCCRAM est l'exploitant des ouvrages qui lui sont confiés dans le cadre d'une délégation de service public ;

**VU** le courrier de la préfecture de la Marne du 19 janvier 2026 invitant la SOCCRAM à faire part de ses observations sur le rapport susmentionné ainsi que le projet d'arrêté, conformément à l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 12 février 2026.

**CONSIDÉRANT** qu'au titre de l'article R.544-40 du Code de l'environnement, l'exploitant d'une canalisation, s'il n'en est pas le propriétaire, est la personne désignée dans le cadre d'une convention signée avec celui-ci ;

**CONSIDÉRANT** que la société SOCCRAM est l'exploitant des canalisations de transport et de distribution d'énergie thermique confiées, dans le cadre d'une délégation de service public, par la Communauté urbaine du Grand Reims ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du site du 7 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- les travaux de raccordement des vannes DN200 réalisés en juillet 2023 (dossier n° LTI-N-55-2023) n'ont pas fait l'objet :

- du contrôle du dossier prévu à l'article 9 de l'arrêté du 8 août 2013 susvisé, ni du contrôle des accessoires mentionnés à l'article 6 du même arrêté, ni de la surveillance des épreuves hydrauliques de résistance, ces opérations devant être réalisées par un organisme habilité tel que défini à son article 22, conformément au III de l'article 8 dudit arrêté ;

- ni de la transmission par l'exploitant au service en charge du contrôle des attestations de conformité et de la déclaration de conformité prévues respectivement aux points g et h de l'article 9 de l'arrêté précité, conformément aux dispositions de son article 10 ;

- le plan de surveillance des canalisations de transport et de distribution d'énergie thermique n'est pas établi conformément au IV de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 8 août 2013 susvisé, selon les principes du guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2 du même arrêté, en ce qui concerne :

- le suivi de la quantité de fer dissous, comme demandé au point 4.2.3 de la partie 5 du guide professionnel susvisé ;

- la surveillance du conditionnement d'eau fondée sur l'enregistrement des quantités de produits consommés et des paramètres de réglage du dispositif de dosage, demandée au point 4.2.3 de la partie 5 du guide professionnel susvisé ;

- la réalisation de contrôles non destructifs (mesures d'épaisseur) par opportunité, demandée au point 4.2.6 de la partie 5 du guide professionnel susvisé ;

- le plan de surveillance et de maintenance ne décrit pas les dispositions prévues (expertises, contrôles, essais réalisés sur la base de prélèvements) permettant de justifier, pour une période définie ne pouvant excéder dix ans, l'aptitude au maintien en service des canalisations de plus de 30 ans, conformément au VI de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 8 août 2013 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les non-conformités constatées sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.554-5 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**CONSIDÉRANT**, en conséquence, que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté urbaine du Grand Reims de respecter les dispositions de la section 2 « Sécurité des canalisations de transport et de distribution à risques » issue du chapitre IV du titre V, livre V du Code de l'environnement et de ses textes pris en application.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Respect des prescriptions du présent arrêté**

La société SOCCRAM, numéro de SIREN 552055733, sise 7 impasse de la Chaufferie – Val de Murigny à REIMS (51100) est mis en demeure de régulariser la situation de ses canalisations de transport d'énergie thermique exploitées sur le territoire de la commune de REIMS (51100), au regard de la réglementation applicable à la sécurité des canalisations de transport et de distribution à risques.

A cette fin, l'exploitant doit se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 août 2013 susvisé dans les délais suivants :

- au plus tard le 1er septembre 2026 :
  - III de l'article 8 pour les travaux de raccordement des vannes DN200 réalisés en juillet 2023 (dossier n° LTI-N-55-2023) ;
  - article 10 concernant la transmission des attestations de conformité et de la déclaration de conformité prévues aux points g et h de l'article 9 ;
- au plus tard le 31 mars 2026 :
  - IV de l'article 14 relatif à l'établissement d'un plan de surveillance conforme au guide professionnel mentionné au 6° de l'article 2, intégrant :
    - le suivi de la teneur en fer dissous (point 4.2.3, partie 5) ;
    - la surveillance du conditionnement d'eau via l'enregistrement des consommations de produits et des paramètres de réglage (point 4.2.3, partie 5) ;
    - la réalisation de contrôles non destructifs par opportunité, notamment des mesures d'épaisseur (point 4.2.6, partie 5) ;
    - VI de l'article 14 relatif à l'obligation pour le plan de surveillance et de maintenance de décrire les expertises, contrôles et essais réalisés à partir de prélèvements permettant de justifier, pour une période définie ne pouvant excéder dix ans, l'aptitude au maintien en service des canalisations de plus de 30 ans.

### **Article 2 : Justificatifs**

La société SOCCRAM transmet, au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les pièces justifiant de la réalisation des actions de régularisation décrites à l'article 1 du présent arrêté.

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société SOCCRAM dont le siège social est situé, 7 impasse de la Chaufferie – Val de Murigny à REIMS (51100).

Châlons-en-Champagne, le **16 MARS 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,**



**Thibaut FÉLIX**